



FR

**CETTE ACTION EST FINANCÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

**ANNEXE 3**

de la décision de la Commission modifiant C(2016)7177 du 11.11.2016 relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Niger à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement

**Document d'action concernant le «Contrat de réforme sectorielle dans le secteur de l'éducation (CRS Education)»**

1. Le point 5 «Montants concernés» du tableau en première page est modifié comme suit:

<b>5. Montants concernés</b>	Coût total estimé: 92 250 000 EUR Montant total de la contribution du FED: 92 250 000 EUR dont 87 250 000 EUR au titre de l'appui budgétaire et 5 000 000 EUR au titre de l'appui complémentaire (dont 500 000 EUR pour l'audit, l'évaluation et la visibilité).
------------------------------	--

**RESUME**

*Cette partie demeure inchangée.*

**1. CONTEXTE**

**1.1. Contexte sectoriel/national/régional/Domaine thématique**

*Le paragraphe d'introduction reste inchangé.*

**1.1.1. Evaluation des politiques publiques et cadre des politiques de l'UE**

2. Après le quatrième paragraphe de cette section, le texte suivant est ajouté:

«L'année 2019 marque la révision du Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF) 2014-2024. Pour ce faire, une évaluation de la première phase du PSEF 2014-2018 a été commanditée ainsi que sept études sectorielles. À cela s'ajoute également la réalisation du rapport d'état sur le secteur éducatif national (RESEN), Niger 2018. L'évaluation de la phase 1 du PSEF a fait ressortir que le secteur s'est globalement développé mais est très différent en structure i) de la configuration qu'il présentait lorsque le programme décennal a été engagé, ii) de ce qu'il avait été anticipé qu'il serait en 2018, manifestant ainsi un déficit dans le pilotage sectoriel du programme. Le dernier constat reflète une gestion des flux peu maîtrisée qui est symptomatique de l'absence d'un «secteur» régulé. Ceci a impliqué une évolution forte dans la répartition des financements de l'État entre les sous-secteurs et une chute du budget dépensé par élève. Sans amélioration de l'efficacité du programme, couplée avec un taux de croissance démographique élevé (3,9 %), cette chute du budget par élève est conforme au constat de la baisse de la qualité observée sur le secteur. Certes, le Gouvernement fait des efforts constants dans le domaine éducatif mais ces efforts sont très vite dépassés par l'accroissement accéléré des effectifs.

Au vu de ces constats ainsi que des défis constatés, notamment sur les données statistiques, le Gouvernement a opté, préparé et validé un plan de transition (PTSEF, 2020-2022) qui permettra de cheminer vers un plan sectoriel à long-terme et plus solide à l'issue de la phase triennale transitoire. Celui-ci prévoit en particulier une production de statistiques de qualité fin 2021. Dans la même lancée, le Cadre partenarial et les attributions de la cellule d'appui à la mise en œuvre et au suivi du PSEF (CAMOS) ont été revus et signés afin de les aligner sur le PTSEF et favoriser ainsi le renforcement du pilotage du programme sectoriel. En outre, ces révisions visent à assurer au Gouvernement et aux partenaires signataires une meilleure orientation sur la manière dont ils veulent travailler ensemble et partant, coordonner leurs interventions dans le secteur.

Ces documents définissent le rôle du Gouvernement, des structures en charge du secteur de l'éducation et de la formation, leur responsabilité en termes de pilotage et de coordination de l'ensemble des appuis au secteur de l'éducation et la formation. À cet effet, le ministère Président du GPLE appuyé par la CAMOS, demeurera la structure de coordination permanente et de liaison entre les ministères en charge de l'éducation et les partenaires techniques et financiers.»

### ***1.1.2. Analyse des parties prenantes***

#### ***3. Le deuxième paragraphe est modifié comme suit:***

«En particulier, un acteur majeur est le partenariat développé autour du projet d'appui à une éducation de qualité (PAEQ), financé par le programme mondial pour l'éducation (PME, auquel le Niger a adhéré en 2002), et cofinancé par l'Agence française de développement (AFD) et la Suisse; la Banque mondiale (BM) est l'agent comptable de la gestion du panier commun mis en place par le projet. Ce dernier est un mécanisme extrabudgétaire pour le financement des priorités du PSEF en matière d'éducation de base, né suite à l'échec d'une tentative précédente de le constituer comme un compte spécial du budget. Le panier commun du PAEQ, dans sa conception initiale, aspirait à être un «fonds commun» pouvant financer la politique sectorielle d'éducation dans un cadre rassurant pour les partenaires techniques et financiers (PTF), mais dans les faits une gestion «approche projet» s'est imposée compte tenu des exigences des bailleurs en termes de procédures, ce qui a contribué à ce que l'instrument ne se prête pas à un élargissement du fonds au-delà de l'éducation de base dans la perspective de couvrir les autres sous-secteurs du PSEF. La revue annuelle de janvier 2016 a recommandé la mise en place d'un nouveau fonds commun sectoriel, toujours extrabudgétaire. Ce nouveau fonds a enfin été mis en place dans le courant de l'année 2017 sur initiative de la Primature, qui assure le pilotage du PSEF. Le fonds commun sectoriel de l'éducation (FCSE) ainsi constitué, vise à concrétiser la transition de l'approche projet à l'approche programme pour le secteur, en ligne avec les orientations du PSEF. Entre 2019 et 2020, le Niger a été éligible à de nombreuses allocations pour le secteur éducation sur financements globaux (Partenariat mondial pour l'éducation et *Education cannot wait*). Il s'agit en particulier de 85 100 000 USD qui seront financés à travers le fonds commun et pour lequel une requête a été déposée sur la base du PTSEF. Les autres financements pour un montant cumulé de plus de 50 000 000 USD concernent les questions d'urgences du secteur, y compris la question COVID-19 pour lesquels des stratégies sous sectorielles sont en cours de finalisation.»

### ***1.1.3. Domaines prioritaires pour l'appui/l'analyse du problème***

*Cette partie demeure inchangée.*

## **1.2. Autres domaines d'évaluation**

### **1.2.1. Valeurs fondamentales**

*Cette partie demeure inchangée.*

### **1.2.2. Politique macroéconomique**

4. *Le texte suivant est ajouté:*

«Avec la crise COVID-19 les risques de récession et d'instabilité économique sont bien réels avec des projections révisées à la baisse en termes de croissance.»

### **1.2.3. Gestion des finances publiques (GFP)**

*Cette partie demeure inchangée.*

### **1.2.4. Transparence et contrôle du budget**

*Cette partie demeure inchangée.*

## **2. RISQUES ET HYPOTHESES**

5. *Dans le tableau, cette partie est ajoutée:*

<b>Risques</b>	<b>Niveau de risque</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
Ralentissement des réformes du fait de l'organisation des élections et de la crise COVID	<b>Élevé</b> (La production d'informations fiables, stabilisées et complètes sur l'évolution de la pandémie de COVID au Niger est un défi comme dans d'autres endroits dans le monde. L'impact de la pandémie sur la prolongation de l'état d'urgence et le possible décalage des élections est important et incertain à ce stade. Si cette pandémie dure avec des mesures barrières difficiles à mettre en application; un impact négatif sur le secteur de l'éducation est attendu, et si les élections sont décalées, les mesures cruciales à mettre en œuvre prendront du retard.)	Dialogue politique serré. La Délégation de l'UE en tant que chef de file adjoint du secteur effectuera un suivi très rapproché

## **3. ENSEIGNEMENT TIRES, COMPLEMENTARITE ET QUESTION TRANSVERSALES**

### **3.1. Enseignements tirés**

*Cette partie demeure inchangée.*

### **3.2. Complémentarité, synergie et coordination des donateurs**

*Cette partie demeure inchangée.*

### **3.3. Questions transversales**

*Cette partie demeure inchangée.*

## **4. DESCRIPTION DE L'ACTION**

### **4.1. Objectifs/résultats**

*Cette partie demeure inchangée.*

### **4.2 Principales activités**

#### **4.2.1 Appui budgétaire**

6. *Le premier point est modifié comme suit:*

- «le transfert de 87 250 000 EUR d'appui budgétaire au cours des exercices budgétaires de 2016 à 2021;»

#### **4.2.2 Appui complémentaire**

*Cette partie demeure inchangée.*

### **4.3 Logique d'intervention**

7. *Le premier paragraphe est remplacé par le texte suivant:*

«La logique d'intervention consiste à créer un espace budgétaire (via le transfert financier de 87 250 000 EUR en cinq tranches décaissées entre 2016 et 2021), à soutenir le dialogue technique et politique sur les réformes dans le secteur de l'éducation à travers le renforcement des instances existantes, à développer les capacités de gouvernance, de gestion et de mise en œuvre de l'Etat par l'appui complémentaire. En effet, ces intrants permettront d'une part d'augmenter la part de l'aide extérieure disponible dans le budget national, dont celle réservée au secteur de l'éducation, et de renforcer sa prévisibilité tout en réduisant les coûts de transaction, et d'autre part d'améliorer le dialogue sur les réformes essentielles, en particulier celles relatives à l'éducation de base et à la formation professionnelle. La priorité sera donnée à l'accès inclusif aux services d'éducation et de formation, à la gestion des ressources humaines et financières du secteur, à l'amélioration de la production de statistiques de qualité et le renforcement de la planification, ainsi qu'au renforcement de la qualité des apprentissages et de l'enseignement. Ceci contribuera en premier lieu à une utilisation plus efficace et efficiente des ressources, ainsi qu'à une meilleure qualité de la dépense publique et au renforcement de la coordination et de la gestion de l'aide extérieure dans le domaine visé. En deuxième lieu, cet appui contribuera à accroître la capacité du gouvernement en vue de la réalisation des objectifs fixés en matière de politique sectorielle dans l'éducation, et à répondre aux besoins essentiels de la population, pour un accès élargi et équitable à une éducation de base de qualité ainsi qu'à la formation professionnelle, en ciblant en particulier les filles et les enfants résidant en milieu rural. Dans cette perspective, l'autonomisation des femmes est également visée à terme. À travers cet appui dans le secteur de l'éducation, l'appui budgétaire de l'UE aidera le gouvernement du Niger, dans le long terme, à relever les défis de l'éradication de la pauvreté et de la promotion d'une croissance durable et inclusive, ainsi que de la consolidation et amélioration de la gouvernance démocratique et économique.»

## **5. MISE EN ŒUVRE**

### **5.1 Convention de financement**

*Cette partie demeure inchangée.*

### **5.2 Période indicative de mise en œuvre**

*Cette partie demeure inchangée.*

### **5.3 Mise en œuvre de la composante relative à l'appui budgétaire**

#### **5.3.1. Motivation des montants alloués à l'appui budgétaire est modifié comme suit :**

8. *La première phrase du premier paragraphe est remplacée par la phrase suivante:*

«Le montant alloué est de 87 250 000 EUR au titre de l'appui budgétaire, de 4 500 000 EUR au titre de l'appui complémentaire.»

#### **5.3.2. Critères de décaissement de l'appui budgétaire**

*Cette partie demeure inchangée.*

#### **5.3.3. Modalités de l'appui budgétaire**

9. *Le deuxième paragraphe et le tableau ci-dessous sont remplacés comme suit:*

«Les décaissements seront effectués selon une tranche fixe et variable annuelle par an en 2016, 2017, 2018, 2019, et 2020 d'après le calendrier indicatif suivant:

(Millions EUR)	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>	<b>Montant total</b>
<b>Tranche fixe</b>	12.0	10.0	10.0	4.0	0.0	<b>36.00</b>
<b>Tranche variable</b>	4.5	10.75	11.5	15.5	9,0	<b>51.25</b>
<b>Montant total</b>	<b>16.5</b>	<b>20.75</b>	<b>21.5</b>	<b>19.5</b>	<b>9,0</b>	<b>87.25</b>

»

#### **5.4 Modalités de mise en œuvre pour l'appui complémentaire**

*Cette partie demeure inchangée.*

#### **5.5 Champ d'application de l'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions**

*Cette partie demeure inchangée.*

## 5.6 Budget indicatif

10. Le tableau est modifié comme suit:

	Contribution de l'UE (EUR)
<b>5.3 Appui budgétaire</b>	<b>87 250 000</b>
<i>Tranches Fixes</i>	<i>36 000 000</i>
<i>Tranches Variables</i>	<i>51 250 000</i>
<b>5.4 Appui complémentaire</b>	<b>4 500 000</b>
<b>5.4.1.2. Subvention à l'Institut national de la statistique:</b>	
5.4.2 Passation de marchés (gestion directe)	<i>1 000 000</i>
- assistance technique (AT) long terme en appui au ministère de l'enseignement primaire et de la CAMOS	<i>3 500 000</i>
- AT gestion des ressources humaines du secteur de l'éducation	
- AT court terme en appui au secteur PSEF	
<b>5.9 Évaluation</b>	<b>150 000</b>
<b>5.10 Audit</b>	<b>150 000</b>
<b>5.11 Communication et Visibilité</b>	<b>100 000</b>
<b>Provision pour imprévus</b>	<b>100 000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>92 250 000</b>

## 5.7 Structure organisationnelle et responsabilités

*Cette partie demeure inchangée.*

## 5.8 Suivi des résultats et rapports

*Cette partie demeure inchangée.*

## 5.9 Évaluation

*Cette partie demeure inchangée.*

## 5.10 Audit

*Cette partie demeure inchangée.*

## 5.11 Communication et visibilité

*Cette partie demeure inchangée.*

## Appendice – Liste indicative des indicateurs de résultat du Contrat de Réforme sectorielle dans l'Éducation (CRS Education)

*Cette partie demeure inchangée.*